

**SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE HAUT NIVEAU D'APPRENTISSAGE ET DE PARTAGE
DES MÉCANISMES DU CONTRÔLE CITOYEN DES ACTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES (CCAP)
DANS L'ESPACE UEMOA**

« Cas du contrôle citoyen des budgets d'État et des collectivités territoriales »

Bamako, 8-10 juillet 2026

FEUILLE DE ROUTE RÉGIONALE

*Renforcer la transparence, la participation citoyenne et le contrôle des finances publiques
dans l'espace UEMOA (2026-2030)*

Version 2 — amendée et adoptée en plénière du séminaire

I. CONTEXTE

Le présent document propose une feuille de route régionale pour l'espace UEMOA en matière de contrôle citoyen des budgets publics. Il a été élaboré à partir des travaux du séminaire.

Il vise à structurer, autour d'axes stratégiques communs, des actions concrètes adressées à chacune des catégories d'acteurs du contrôle citoyen : les États membres (Directions générales du Budget), les Parlements nationaux, les Cours des Comptes, les collectivités territoriales, la Commission de l'UEMOA, les organisations de la société civile (OSC), les médias et les partenaires techniques et financiers (PTF).

II. RAPPEL DES CONSTATS DU SEMINAIRE

2.1 Succès marquants

- Mise en place de cadres organisationnels dédiés au contrôle citoyen des budgets dans tous les pays de l'espace communautaire ;
- Émergence de plateformes d'OSC évaluant l'écart entre les déclarations des autorités et le ressenti des communautés à la base ;
- Introduction d'outils innovants : « pétition citoyenne », « Open Budget Index » ou « Faso Veille » au Burkina Faso ;
- Progression forte des scores de transparence budgétaire dans certains États (le Bénin en particulier), progression plus modeste dans d'autres (le Mali) ;
- Initiatives locales probantes : communes ouvertes et contrats d'objectifs État-maires au Bénin, espaces d'interpellation citoyenne au Mali, veille citoyenne portée par les OSC au Burkina Faso.

2.2 Leçons apprises

- La conformité du droit est nécessaire mais l'effectivité pratique reste indispensable au succès de tout processus de contrôle citoyen ;
- Les OSC sont les meilleures alliées des Cours des Comptes dans le renforcement de la transparence budgétaire ;
- L'ancrage local des cadres organisationnels et l'existence de cadres nationaux favorables sont déterminants ;
- Le contexte politique et sécuritaire constitue une contrainte majeure à la transparence dans certains pays ;
- Le renforcement des capacités des OSC et la diffusion large des indicateurs chiffrés conditionnent l'effectivité du contrôle citoyen.

2.3 Défis majeurs

- L'accès à l'information en temps opportun, et l'adhésion des décideurs détenteurs de l'information ;
- La vulgarisation des budgets à tous les échelons territoriaux, dans des langues accessibles à tous ;
- L'absence d'espace fonctionnel de dialogue entre Cours des Comptes et OSC dans plusieurs États ;
- L'appropriation des budgets-citoyens par les communautés et l'organisation des communautés à la base ;
- La mise à niveau des collectivités territoriales par rapport aux avancées observées au niveau national ;

- L'intelligence artificielle, un enjeu désormais incontournable pour le contrôle citoyen des finances publiques.

III. VISION ET OBJECTIFS DE LA FEUILLE DE ROUTE REGIONALE

Vision : d'ici 2030, l'espace UEMOA dispose d'un socle commun de pratiques effectives de transparence, de participation citoyenne et de contrôle des finances publiques, à tous les niveaux de gouvernance (national, communautaire et local), appuyé par un cadre juridique consolidé et des organisations de la société civile structurées et outillées.

Quatre objectifs stratégiques structurent la feuille de route :

- **Objectif 1** : Consolider l'effectivité pratique du cadre juridique existant, en priorité l'accès à l'information, la participation citoyenne et le contrôle externe.
- **Objectif 2** : Étendre au niveau local les acquis obtenus au niveau national en matière de transparence et de participation.
- **Objectif 3** : Faire évoluer le cadre communautaire de l'UEMOA pour mieux reconnaître et outiller le contrôle citoyen.
- **Objectif 4** : Structurer un financement régional pérenne des initiatives de transparence et de participation budgétaires.

IV. AXES STRATEGIQUES ET PLAN D'ACTION REGIONAL

Le plan d'action ci-après décline, par catégorie d'acteurs, les activités prioritaires, les résultats attendus, la période d'exécution indicative et les structures responsables et impliquées.

4.1 États membres : Ministères des Finances (Directions générales du Budget)

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Créer ou renforcer, dans chaque DGB nationale, une unité dédiée à l'ouverture budgétaire (sur le modèle de l'expérience du Bénin)	Chaque État membre dispose d'une structure institutionnelle pilotant la transparence budgétaire	Court terme (2026-2027)	DGB nationales	Ministères des Finances
Généraliser la production et la publication, dans les délais, des huit documents budgétaires clés (budget citoyen, rapport préalable, projet de budget, budget approuvé, rapports en cours d'année, revue de milieu d'année, rapport de fin d'année, rapport d'audit)	Les huit documents sont produits, exhaustifs et publiés à temps dans tous les États membres	Moyen terme (2027-2029)	DGB nationales	Cours des Comptes, OSC
Publier chaque année un calendrier de consultation citoyenne précisant les étapes du cycle budgétaire ouvertes à la société civile	Un calendrier de consultation citoyenne est publié annuellement dans chaque État	Court terme (2026-2027)	DGB nationales	OSC, médias
Organiser des émissions radiophoniques en langues nationales pour diffuser	Des émissions radiophoniques régulières en langues	Moyen terme	DGB nationales / Ministères de	Médias, OSC

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
l'information budgétaire auprès des citoyens	nationales assurent la diffusion de l'information budgétaire sur l'ensemble du territoire	(2027-2029)	la communication	
Simplifier davantage la forme et le contenu du budget citoyen (langage clair, supports visuels, formats courts)	Le budget citoyen est reconnu par les citoyens comme simple, clair et accessible	Court terme (2026-2027)	DGB nationales	OSC, médias
Améliorer l'accès à l'information budgétaire et financière publique, en quantité (exhaustivité des documents) et en qualité (fiabilité, actualité, lisibilité), au service du contrôle citoyen des actions publiques	Un dispositif national d'accès à l'information budgétaire répond aux standards de quantité et de qualité requis pour le CCAP	Moyen terme (2027-2029)	DGB nationales	Cours des Comptes, OSC, médias

4.2 Parlements nationaux (Commissions des Finances)

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Instituer un mécanisme formel d'audition des OSC par la Commission des Finances avant le vote des Lois de Finances (initiale, rectificative et de règlement)	Les OSC sont auditionnées avant l'adoption du budget (y compris les lois de règlement) dans chaque État membre	Court terme (2026-2027)	Commissions des Finances	OSC
Organiser un débat parlementaire systématique sur chaque rapport d'exécution budgétaire publié en cours d'année	Un débat parlementaire est tenu sur chaque rapport d'exécution	Moyen terme (2027-2029)	Assemblées nationales	Ministères des Finances, Cours des Comptes

4.3 Cours des Comptes / institutions supérieures de contrôle

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Mettre en place un cadre formel de dialogue entre la Cour des Comptes et les OSC (programmation des audits, contribution aux enquêtes)	Un espace fonctionnel de dialogue Cour des Comptes-OSC est institué dans chaque État	Court terme (2026-2027)	Cours des Comptes	OSC

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Publier systématiquement l'ensemble des rapports (site web, presse) et un tableau de suivi public des recommandations, conformément à l'art. 5.7 du Code de transparence	100 % des rapports sont publiés et un suivi des recommandations est rendu public chaque année	Moyen terme (2027-2029)	Cours des Comptes	
Renforcer les moyens humains et financiers des Cours des Comptes et développer des représentations déconcentrées ou décentralisées	Chaque Cour des Comptes dispose de représentations locales et de moyens adaptés à ses missions	Long terme (2029-2030)	États membres	Cours des Comptes, UEMOA, PTF

4.4 Collectivités territoriales et acteurs locaux

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Généraliser les mécanismes communautaires de reddition de comptes et les contrats d'objectifs entre l'État et les exécutifs locaux	Chaque collectivité territoriale organise au moins une séance annuelle de reddition de comptes	Moyen terme (2027-2029)	Ministères en charge des collectivités territoriales	Communes, OSC locales
Organiser des émissions radiophoniques en langues locales pour diffuser l'information budgétaire locale	Des émissions radiophoniques régulières en langues locales assurent la diffusion de l'information budgétaire au niveau local	Moyen terme (2027-2029)	Communes	Radios locales/com munautaires, OSC locales
Conclure des conventions formelles entre les communautés à la base et les organes délibérants des collectivités territoriales	Des conventions de collaboration citoyenne sont signées et opérationnelles	Long terme (2029-2030)	Collectivités territoriales	Communautés locales, OSC
Étendre les initiatives de « communes ouvertes » et de gouvernement ouvert local à l'ensemble des États membres	Au moins une commune pilote « ouverte » par État membre	Moyen terme (2027-2029)	Ministères en charge des collectivités territoriales	Communes, PTF
Mettre en œuvre des budgets participatifs dans les collectivités territoriales, permettant aux populations	Chaque collectivité territoriale expérimente au moins un cycle de budget participatif	Moyen terme (2027-2029)	Communes	Populations locales, OSC, PTF

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
de proposer et de prioriser des investissements locaux				

4.5 Commission de l'UEMOA

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Engager la révision de la Directive n°01/2009/CM/UEMOA portant Code de transparence pour y intégrer explicitement le droit d'accès à l'information, la protection des lanceurs d'alerte et le renforcement de la déclaration de patrimoine (un processus lourd, nécessitant un délai plus long)	Une directive révisée est adoptée par le Conseil des Ministres de l'UEMOA	Long terme (2028-2031)	Commission de l'UEMOA	États membres, OSC
Accompagner la transposition (internalisation) de la directive révisée dans le droit interne de chaque État membre (un processus distinct de l'adoption, à anticiper au-delà de l'horizon 2030 de la présente feuille de route)	La directive révisée est transposée dans la législation nationale de chaque État membre	Au-delà de 2031	États membres	Commission de l'UEMOA, Parlements nationaux
Instituer un mécanisme communautaire de revue par les pairs sur l'effectivité (et non la seule transposition) du Code de transparence, assorti d'indicateurs partagés entre États membres	Un rapport annuel de revue par les pairs est publié par l'UEMOA	Moyen terme (2027-2029)	Commission de l'UEMOA	États membres, Cours des Comptes, OSC
Formaliser un statut consultatif des OSC régionales auprès des instances de l'Union	Un statut consultatif des OSC est adopté et opérationnel	Court terme (2026-2027)	Commission de l'UEMOA	OSC régionales

4.6 Organisations de la société civile (OSC)

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Structurer et spécialiser les rôles des OSC nationales (veille et évaluation indépendante, suivi des marchés publics, plaidoyer sectoriel, redevabilité de proximité)	Chaque État membre dispose d'une coalition ou plateforme d'OSC aux rôles clarifiés	Court terme (2026-2027)	Coalitions nationales d'OSC	Points focaux gouvernementaux
Renforcer les capacités techniques des OSC en analyse budgétaire, plaidoyer et usage des outils numériques	Un programme régional de renforcement de capacités est mis en œuvre	Moyen terme (2027-2029)	Réseaux régionaux d'OSC	PTF
Diversifier les sources de financement des OSC	Chaque coalition nationale mobilise au moins deux sources de financement indépendantes	Long terme (2029-2030)	Coalitions nationales d'OSC	PTF
Contribuer à l'Open Budget Survey et diffuser largement ses résultats et indicateurs chiffrés	Les résultats de l'enquête sont diffusés dans chaque État avec un plan d'action associé	Moyen terme (2027-2029)	OSC contributrices nationales	Gouvernements, médias
Étendre le suivi citoyen aux politiques, programmes et projets publics de l'État, au-delà du seul budget	Un dispositif de suivi citoyen des politiques, programmes et projets publics est mis en place et documenté dans chaque État	Moyen terme (2027-2029)	Coalitions et réseaux d'OSC	États membres, PTF

4.7 Médias

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Former les journalistes économiques et financiers à la lecture, à l'analyse et à la vulgarisation des documents budgétaires	Un réseau de journalistes spécialisés en finances publiques est constitué et formé dans chaque État	Moyen terme (2027-2029)	Médias / associations de presse économique	DGB nationales, OSC, PTF
Produire et diffuser des contenus médiatiques réguliers (émissions, articles, reportages) sur l'exécution du budget et les résultats du contrôle citoyen	Une couverture médiatique régulière de l'actualité budgétaire et du contrôle citoyen est assurée dans chaque État	Moyen terme (2027-2029)	Médias	DGB nationales, Cours des Comptes, OSC

4.8 Partenaires techniques et financiers (PTF)

Activités / Tâches	Résultat attendu	Période	Structure responsable	Structure(s) impliquée(s)
Mettre en place un mécanisme de financement pérenne et coordonné des initiatives de transparence et de participation budgétaire (guichet régional ou fonds commun)	Un mécanisme de financement régional est opérationnel	Long terme (2029-2030)	PTF (UE, GIZ, Coopération néerlandaise, Coopération suisse, Canada, UNICEF, etc.)	Commission de l'UEMOA, États membres
Accompagner tout transfert de compétences aux collectivités territoriales d'un transfert concomitant de ressources	Les transferts de compétences sont systématiquement accompagnés de ressources	Moyen terme (2027-2029)	États membres	PTF, collectivités territoriales
Soutenir, dans la durée, le renforcement des capacités des Cours des Comptes et des OSC, au-delà de projets ponctuels	Des programmes pluriannuels de renforcement de capacités sont financés	Long terme (2029-2030)	PTF	Cours des Comptes, OSC

V. MECANISME DE PILOTAGE, DE SUIVI ET DE FINANCEMENT DE LA FEUILLE DE ROUTE

5.1 Gouvernance

Il est proposé la mise en place d'un comité de suivi régional tripartite, associant la Commission de l'UEMOA, les points focaux nationaux des Directions générales du Budget et un réseau régional des OSC impliquées dans le contrôle citoyen. Ce comité serait chargé du suivi annuel de la mise en œuvre de la feuille de route et de la préparation d'un forum régional de revue.

5.2 Indicateurs de suivi

- Score de transparence, de participation et de contrôle budgétaire de chaque État membre (Open Budget Survey)
- Nombre d'États membres ayant transposé une Directive de transparence révisée intégrant l'accès à l'information et la protection des lanceurs d'alerte
- Nombre de Cours des Comptes publiant un suivi chiffré et public de leurs recommandations
- Nombre de collectivités territoriales organisant une reddition de comptes annuelle
- Note de participation des OSC aux processus budgétaires nationaux et locaux (OBS)

5.3 Financement et pérennisation

La pérennisation de la feuille de route suppose la mobilisation coordonnée des partenaires techniques et financiers déjà engagés dans la région (Union européenne, Coopération allemande-GIZ, Coopération néerlandaise, Coopération suisse, Gouvernement du Canada, UNICEF, institutions financières internationales), autour d'un mécanisme de financement commun évitant la dispersion des appuis. Des stratégies de mobilisation de ressources devront être identifiées à cet effet (partenariats public-privé, mécanismes innovants de

financement, contributions des États membres, coopération décentralisée) afin d'assurer la pérennité du dispositif au-delà des appuis ponctuels des partenaires.

VI. PROCHAINES ETAPES

1. Transmission de la feuille de route validée à la Commission de l'UEMOA, aux Ministères des Finances, aux Assemblées nationales (Commissions des Finances) et aux Cours des Comptes des États membres.
2. Diffusion aux réseaux nationaux et régionaux d'OSC et aux partenaires techniques et financiers, en vue de leur appropriation et de la mobilisation des financements nécessaires.
3. Première revue de mise en œuvre dans les douze mois suivant l'adoption de la feuille de route.